



Institut
EGA

Les Houthis : de la rébellion yéménite à la puissance de déstabilisation régionale

Manon Negrus

Directrice du département Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

15 octobre 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Manon Negrus, « Les Houthis : de la rébellion yéménite à la puissance de déstabilisation régionale », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 15 octobre 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction	2
Les points clés	3
Un pays aux confins de la péninsule Arabique	4
<i>Géographie et position stratégique</i>	4
<i>Les acteurs de la guerre du Yémen en octobre 2026</i>	5
Deux Yémen avant l'unité.....	7
Naissance et évolution du mouvement des Houthis.....	8
Du Printemps arabe à la guerre régionale	9
La relation avec Téhéran	11
De Gaza à la mer Rouge, puis à la guerre de 2026	12
<i>La bataille de la côte</i>	14
<i>Les effets sur le commerce mondial</i>	16
Enjeux et scénarios.....	17
<i>Une situation humanitaire extrême</i>	17
<i>Quatre scénarios pour les prochains mois</i>	17

Introduction

À l'extrémité sud-ouest de la péninsule Arabique, le Yémen occupe une position stratégique. Le détroit de Bab el-Mandeb, qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden et commande l'accès au canal de Suez depuis l'océan Indien, place le pays à l'intersection des grandes routes maritimes internationales. Depuis leur prise de Sanaa en 2014, les Houthis (Ansar Allah) ont transformé cette position géographique en levier de puissance. Leurs opérations contre le trafic maritime depuis octobre 2023, puis leur engagement dans la guerre régionale en 2026, ont démontré qu'un mouvement armé implanté dans un État fragmenté pouvait peser directement sur la sécurité des échanges mondiaux.

Cette trajectoire ne saurait toutefois se réduire à l'extension de l'influence iranienne. Issus d'une mobilisation religieuse et politique dans la province septentrionale de Saada, les Houthis se sont développés sur le terreau des fractures historiques du Yémen, de l'affaiblissement de l'État central et des échecs successifs des interventions militaires menées contre eux. Le soutien de Téhéran et du Hezbollah a renforcé leurs capacités, notamment dans le domaine des missiles et des drones, sans compromettre leurs intérêts propres ni leur marge de décision. Cette autonomie relative explique leur capacité à articuler des objectifs intérieurs, la consolidation de leur pouvoir territorial et des opérations de portée régionale.

Les offensives engagées en septembre 2026 sur la côte de la mer Rouge, suivies d'une contre-offensive des forces soutenant le gouvernement yéménite au début du mois d'octobre 2026, ouvrent une nouvelle phase du conflit. La bataille pour Mokha, Dhubab et l'île de Perim concentre des enjeux qui dépassent la lutte pour le contrôle du territoire yéménite : la liberté de navigation dans le détroit de Bab el-Mandeb, la sécurité de l'Arabie saoudite et la capacité des acteurs régionaux à exercer une pression sur leurs adversaires en exploitant les vulnérabilités des routes énergétiques et commerciales.

L'analyse des Houthis suppose ainsi de tenir ensemble trois dimensions :

- les fractures historiques qui ont permis leur émergence,
- les ressorts d'une puissance militaire consolidée avec l'appui iranien,
- et les conséquences de leur stratégie sur les équilibres du Moyen-Orient.

LES POINTS CLÉS

- Le Yémen contrôle la rive orientale du détroit de Bab el-Mandeb, par lequel transite environ **12 % du commerce mondial**. Cette position fait de lui un enjeu qui dépasse ses frontières.
- Le pays reste marqué par une **double fracture** entre le Nord, longtemps dominé par le zaydisme, et le Sud, majoritairement sunnite et socialiste jusqu'en 1990. L'unification de 1990 n'a pas résolu cette opposition.
- Les Houthis naissent d'une dynamique locale, dans la province de Saada. L'appui de l'Iran a accéléré leur montée en puissance, mais ils conservent une **autonomie réelle**.
- Depuis octobre 2023, ils sont devenus un acteur de la sécurité mondiale, par leurs **attaques en mer Rouge** puis par leur entrée dans la guerre de l'Iran en mars 2026.
- En septembre 2026, leur offensive sur la côte de la mer Rouge et leurs **tirs contre l'Arabie saoudite** ouvrent une nouvelle phase. Début octobre, la coalition et le gouvernement reconnu lancent une contre-offensive dont l'issue reste incertaine.

Le Yémen cumule des fractures anciennes, entre le Nord et le Sud, entre le zaydisme et le sunnisme, entre un centre en ruines et des périphéries armées. Les Houthis sont nés de ces fractures avant d'être soutenus par l'Iran.

Un pays aux confins de la péninsule Arabique

Géographie et position stratégique

Le Yémen occupe l'extrémité sud-ouest de la péninsule Arabique, en Asie de l'Ouest. Il partage ses frontières terrestres avec l'Arabie saoudite au nord et avec Oman à l'est. La mer Rouge le borde à l'ouest et le golfe d'Aden, prolongement de l'océan Indien, au sud.

Cette position est hautement stratégique. Avec Djibouti et l'Érythrée, le Yémen contrôle le détroit de Bab el-Mandeb, un verrou maritime d'environ 28 kilomètres de large, séparé en deux chenaux par l'île de Perim. Il relie la mer Rouge et le canal de Suez au golfe d'Aden et à l'océan Indien et voit passer une part majeure du commerce mondial et du pétrole acheminé vers l'Europe. Il constitue l'un des principaux points de passage maritimes pour le transport de pétrole.

Le pays n'est pas membre du Conseil de coopération du Golfe et dispose de peu de ressources pétrolières et gazières. Cette marginalité économique contraste avec son poids stratégique.

Position	Extrémité sud-ouest de la péninsule Arabique ; frontières avec l'Arabie saoudite et Oman.
Façades maritimes	Mer rouge (ouest) et golfe d'Aden (sud), avec le détroit de Bab el-Mandeb.
Capitales	Sanaa (capitale historique, tenue par les Houthis) ; Aden (capitale provisoire du gouvernement reconnu).
Religion	Population presque entièrement musulmane, avec une majorité de sunnites (environ 65 %) et une minorité importante du zaydisme (environ 35 %), selon les estimations courantes.
Économie	Peu de ressources en hydrocarbures ; dépendance forte à l'aide extérieure.

Les acteurs de la guerre du Yémen en octobre 2026

Catégorie	Acteurs principaux	Rôle dans le conflit
Centre de gravité du conflit	Houthis (Ansar Allah)	Contrôle territorial dans le nord-ouest du Yémen, conduite des opérations militaires et pression stratégique sur le détroit de Bab el-Mandeb et les routes maritimes régionales.
Puissance soutenant les Houthis	Iran	Principal soutien extérieur du mouvement, notamment en matière de capacités militaires, de transfert de technologies et de coopération stratégique. L'ampleur exacte de l'assistance varie selon les domaines et les périodes.
Puissances engagées contre les Houthis	États-Unis, Israël, Royaume-Uni	Opérations militaires et frappes contre des cibles houthis, en particulier en réponse aux attaques contre la navigation commerciale et aux tirs visant Israël. Les objectifs et les modalités de leur engagement diffèrent.
Soutiens régionaux aux autorités yéménites	Arabie saoudite, Émirats arabes unis	Soutien politique, militaire ou financier aux forces opposées aux Houthis, selon des stratégies qui ne sont pas toujours convergentes. Riyad privilégie notamment la recherche d'une issue négociée, tandis qu'Abou Dhabi entretient des liens étroits avec plusieurs forces locales, dont certaines poursuivent des objectifs autonomes.
Médiation régionale	Oman	Facilitation des contacts entre les Houthis, l'Arabie saoudite et d'autres interlocuteurs, ainsi que contribution aux efforts de désescalade.
États opposés aux Houthis	Pakistan, Turquie	Opposition aux attaques contre la navigation et défense de la stabilité régionale, sans constituer des soutiens du mouvement houthi. Leurs positions et leurs modalités d'action doivent être distinguées de celles des États conduisant des frappes militaires.

Catégorie	Acteurs principaux	Rôle dans le conflit
Autorités gouvernementales yéménites	Conseil de direction présidentiel et forces qui lui sont affiliées	Maintien des institutions reconnues internationalement, défense des territoires sous leur contrôle et opposition politique et militaire aux Houthis.
Forces politiques et militaires autonomes	Islah, Conseil de transition du Sud et autres formations locales	Défense d'intérêts politiques, territoriaux ou idéologiques propres. Leurs rapports avec les autorités gouvernementales et les puissances régionales sont variables et parfois conflictuels.
Groupes armés non étatiques concurrents	Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA)	Groupe djihadiste poursuivant ses propres objectifs, dans un environnement marqué par la fragmentation de l'autorité et la concurrence entre acteurs armés.

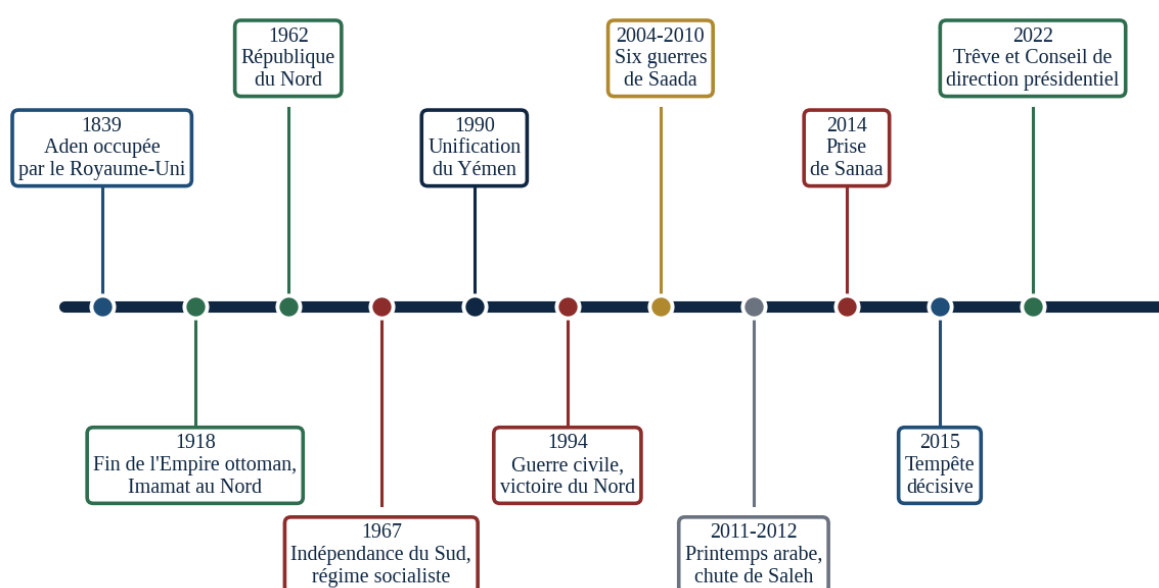
Le Conseil de transition du Sud : une recomposition du camp antigouvernemental

Le Conseil de transition du Sud, soutenu par les Émirats arabes unis, a annoncé sa dissolution le 9 janvier 2026, après des revers territoriaux face à des forces appuyées par l'Arabie saoudite. Cette évolution a modifié les rapports de force au sein du camp opposé aux Houthis, sans faire disparaître les revendications autonomistes sudistes.

Deux Yémen avant l'unité

La République du Yémen naît le 22 mai 1990 de l'union de la République démocratique et populaire du Yémen, au sud, et de la République arabe du Yémen, au nord. Jusque-là, les deux parties avaient connu des destins très différents.

Frise des fractures historiques, de 1839 à 2022



© Institut d'études de géopolitique appliquée, 15 octobre 2026.

	Yémen du Nord	Yémen du Sud
Statut avant 1990	Indépendant en 1918, avec la chute de l'Empire ottoman.	Colonie sous domination du Royaume-Uni pendant près de 130 ans.
Régime	Imamat monarchique du zaydisme jusqu'en 1962, puis République.	Indépendance en 1967, seul régime socialiste du monde arabe.
Religion dominante	Zaydisme (branche du chiisme) dans le nord montagneux.	Majorité sunnite.
Poids démographique	Population environ trois fois plus importante que celle du Sud.	Population moins nombreuse, historiquement plus pauvre.
Héritage	Plus de mille ans d'autorité religieuse du zaydisme et plusieurs siècles de domination ottomane.	Présence coloniale concentrée autour du port d'Aden.

Les deux entités se sont affrontées à plusieurs reprises. Des guerres frontalières ont lieu en 1972 et en 1979, puis une guerre civile éclate au sein du Sud en 1986. Dans le Nord, la proclamation de la République en 1962 déclenche une guerre civile qui oppose partisans de l'Imamat et républicains jusqu'en 1970. L'unification de 1990 est dirigée par Ali Abdallah Saleh, président du Nord depuis 1978. En 1994, une guerre civile oppose le pouvoir du Nord aux dirigeants du Sud, qui tentent de faire sécession. Le Nord l'emporte et le sentiment de marginalisation au Sud nourrit les revendications autonomistes.

La marginalisation des Houthis : un contresens à éviter

Saleh n'a pas donné la primauté aux sunnites contre des chiites. Il est lui-même issu du zaydisme, par son appartenance à la tribu des Hached. La marginalisation invoquée par les Houthis concerne le zaydisme comme tradition religieuse et politique. L'ancienne élite religieuse du Nord a perdu son rôle après 1962 et la diffusion du salafisme, soutenue depuis l'Arabie saoudite, a concurrencé le zaydisme dans la province de Saada. Les Houthis se présentent comme les défenseurs de cet héritage.

Naissance et évolution du mouvement des Houthis

Les Houthis constituent un mouvement issu de la mouvance du zaydisme, une branche du chiisme. Il naît en 1992 dans la province montagneuse de Saada, dans le nord du pays, lorsque des érudits du zaydisme de l'ancien Yémen du Nord créent le forum de la Jeunesse croyante (*al-Shabab al-Mu'min*). Hussein al-Houthi en devient l'une des figures et cherche à transformer ce forum en mouvement politique, en appelant à contester le président Saleh.

Chronologie de l'évolution des Houthis de 1992 à 2026



© Institut d'études de géopolitique appliquée, 15 octobre 2026.

À l'origine, le mouvement n'est pas violent. Il promeut le zaydisme et dénonce la marginalisation dont il s'estime victime. Le tournant intervient au début des années 2000. L'engagement de Saleh aux côtés des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme après 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003, nourrissent une colère qui radicalise le groupe. Son slogan, scandé à partir de 2002, associe la mort aux États-Unis et à Israël à une malédiction contre les Juifs.

Ces tensions s'exacerbent et connaissent un tournant en 2004. Le gouvernement, inquiet de la rhétorique de plus en plus contestataire de Hussein al-Houthi, émet un mandat d'arrêt contre lui. Les tentatives de l'armée pour le capturer déclenchent une guerre ouverte et il est tué en septembre 2004. Son frère, Abdel-Malek al-Houthi, prend la tête du mouvement, qui devient une rébellion armée durable.

De 2004 à 2010, le gouvernement lance six offensives majeures contre le bastion de Saada. L'armée ne parvient toutefois pas à vaincre les rebelles. Le mouvement s'endurcit, capture des armes, gagne l'appui de tribus exaspérées par les destructions et structure sa chaîne de commandement. La sixième guerre implique brièvement l'Arabie saoudite, à sa frontière, fin 2009.

Ansar Allah (Houthis)	
Origine	Forum de la Jeunesse croyante, Saada, 1992 ; rébellion armée à partir de 2004.
Chef	Abdel-Malek al-Houthi, qui succède en 2004 à son frère Hussein.
Idéologie	Zaydisme politisé, hostilité aux États-Unis et à Israël, rejet de la marginalisation du Nord.
Territoire	Sanaa et le nord-ouest du pays, port de Hodeïda et, depuis septembre 2026, une partie de la côte de la mer Rouge, selon leurs revendications.
Rapport à l'Iran	Partenaire autonome, dépendant pour la technologie militaire, peu intégré à la doctrine de Téhéran.

Du Printemps arabe à la guerre régionale

La révolution de 2011, dans le sillage des Printemps arabes, brise l'autorité de l'État. Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis plus de trente ans, quitte le pouvoir en février 2012 à la suite d'une transition parrainée par les pays du Golfe. Son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, lui succède. Il bénéficie du soutien d'une large alliance internationale (Union européenne, ONU, États-Unis, Arabie saoudite, Émirats arabes unis). Les Houthis, qui avaient rejoint les manifestations, désapprouvent la transition.

À cette date, le soutien de l'Iran aux Houthis reste limité. Les transferts de missiles balistiques et de drones n'apparaissent que plus tard. Un navire chargé d'armes, intercepté en janvier 2013, constitue l'un des premiers indices d'un appui matériel.

En septembre 2014, les Houthis entrent dans Sanaa sans rencontrer de véritable résistance, bénéficiant notamment du soutien d'unités militaires demeurées fidèles à Ali Abdallah Saleh, l'ancien président qu'ils avaient pourtant combattu. Cette alliance de circonstance leur permet de renforcer rapidement leur emprise sur la capitale, avant d'étendre leur contrôle à d'autres régions du pays. Ils prennent ensuite le port de Hodeïda. Hadi, assigné à résidence début 2015, s'échappe vers Aden puis gagne l'Arabie saoudite, d'où il gouverne. En s'effondrant, l'armée se fragmente et les stocks de l'État sont en partie pillés, nourrissant un marché d'armes légères.

En mars 2015, l'Arabie saoudite prend la tête d'une coalition de pays arabes et lance l'opération *Tempête décisive* pour rétablir le gouvernement. Elle craint l'installation d'un groupe proche de l'Iran à sa frontière sud. La chute de Sanaa avait modifié l'équilibre régional et la guerre devient un affrontement par procuration entre Riyad et Téhéran, bien que les causes de départ soient locales. Malgré des milliers de frappes aériennes, la coalition ne parvient pas à déloger les Houthis de Sanaa et du Nord, où ils s'ancrent dans les administrations et dans la population. En décembre 2017, ils tuent Saleh, qui avait rompu son alliance avec eux.

Date	Événement
Mars 2015	Opération Tempête décisive : l'Arabie saoudite lance une coalition militaire de pays arabes.
Décembre 2017	Mort de Saleh, tué par les Houthis après la rupture de leur alliance.
Décembre 2018	Accord de Stockholm sur Hodeïda.
2019	Rupture entre le gouvernement et les forces du Sud à Aden ; accord de Riyad.
Avril 2022	Trêve nationale négociée par l'ONU, et transfert des pouvoirs de Hadi à un Conseil de direction présidentiel.

La trêve d'avril 2022 permet une baisse drastique de la violence pendant de longs mois, même si elle n'est pas renouvelée formellement après octobre 2022. En 2023, des pourparlers directs entre l'Arabie saoudite et les Houthis, facilités par la médiation du Sultanat d'Oman, laissent espérer une sortie de crise. Ces pourparlers n'ont toutefois pas abouti et cela s'est traduit par une reprise des hostilités.

Où en sont les camps du Sud ?

Le gouvernement reconnu par la communauté internationale s'appuie sur le Conseil de direction présidentiel et sur plusieurs forces locales (Brigades des Géants, Forces du Bouclier de la Nation, Résistance de Tihama). Le Conseil de transition du Sud, longtemps allié, s'est effondré en janvier 2026, ce qui a unifié le camp opposé aux Houthis sous l'égide de l'Arabie saoudite, mais a révélé des tensions entre Riyad et Abou Dabi.

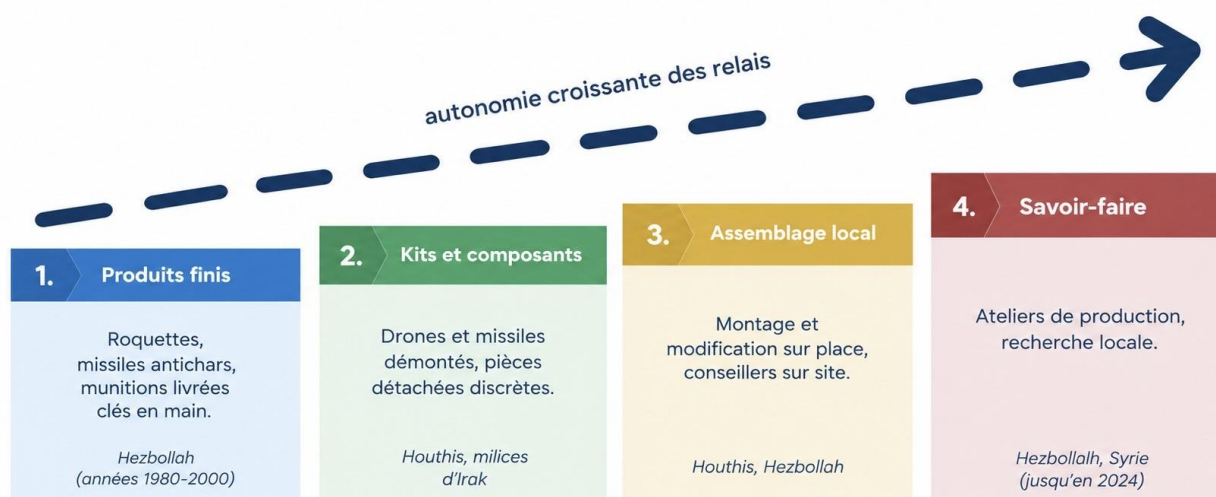
La relation avec Téhéran

Le soutien de l'Iran et de son relais régional le Hezbollah a agi comme un catalyseur de la montée en puissance des Houthis. Au début des années 2000, le lien se limitait à une forme de proximité doctrinale diffuse entre le chiisme duodécimain et le zaydisme, avec un soutien idéologique et culturel discret. Le rapprochement avec l'Iran prend une autre dimension à partir de 2014, puis surtout après l'intervention militaire de l'Arabie saoudite en mars 2015. Face à un adversaire commun, Téhéran accroît progressivement son soutien aux Houthis en leur apportant des équipements, des technologies et une expertise visant à renforcer leurs capacités militaires. La relation dépasse alors la proximité idéologique et les premiers échanges de soutien pour prendre une dimension stratégique et militaire. Elle ne fait toutefois pas des Houthis de simples exécutants de la politique iranienne car le mouvement conserve ses propres priorités et une marge de décision.

Pour l'Iran, le Yémen offre une occasion peu coûteuse d'encercler l'Arabie saoudite et de projeter sa puissance jusqu'aux abords de la mer Rouge. En une décennie, les Houthis se sont hissés au rang de membre le plus autonome et le plus imprévisible de l'Axe de la résistance.

Cette ascension repose sur un modèle de transfert de technologies. Plutôt que de livrer des systèmes complets, que les blocus maritimes rendent faciles à intercepter, Téhéran et le Hezbollah ont privilégié le transfert de compétences, de plans de conception et de pièces stratégiques (moteurs de drones, composants de guidage et carburant solide). Des ingénieurs de la Force al-Qods et des conseillers du Hezbollah ont supervisé la montée d'une industrie locale d'assemblage et de rétro-ingénierie.

Du transfert de matériel au transfert de savoir-faire



© Institut d'études de géopolitique appliquée, 15 octobre 2026.

Catégorie	Systèmes cités	Usage
Missiles balistiques	Gamme Burkan, dérivée de missiles de type Scud.	Frappes de longue portée sur des cibles fixes.
Missiles de croisière	Missiles antinavires et d'attaque terrestre.	Frappes contre des navires et des infrastructures.
Drones d'attaque	Samad et Qasef, ainsi que des variantes du Shahed.	Saturation des défenses, frappes à plus de 2 000 km des bases.
Embarcations explosives	Drones navals.	Attaques de proximité sur les routes maritimes.

L'autonomie et l'agenda local des Houthis

Leur trajectoire montre une autonomie réelle. Leur chef décide de ses priorités en fonction d'intérêts locaux, comme l'ont montré les négociations directes avec Riyad en 2023. Pendant la guerre de 2026 qui touche l'Iran, ils ont longtemps hésité avant de s'engager. Des analystes du Centre Sanaa notaient dès mars que les Houthis, comme les autres membres de l'Axe, craignaient de lourdes pertes en cas d'entrée en guerre. Leurs tirs contre Israël ne reprennent que le 28 mars 2026. Cette indépendance relative en fait un acteur d'autant plus redoutable car les leviers exercés sur Téhéran ne suffisent pas toujours à infléchir leurs décisions.

De Gaza à la mer Rouge, puis à la guerre de 2026

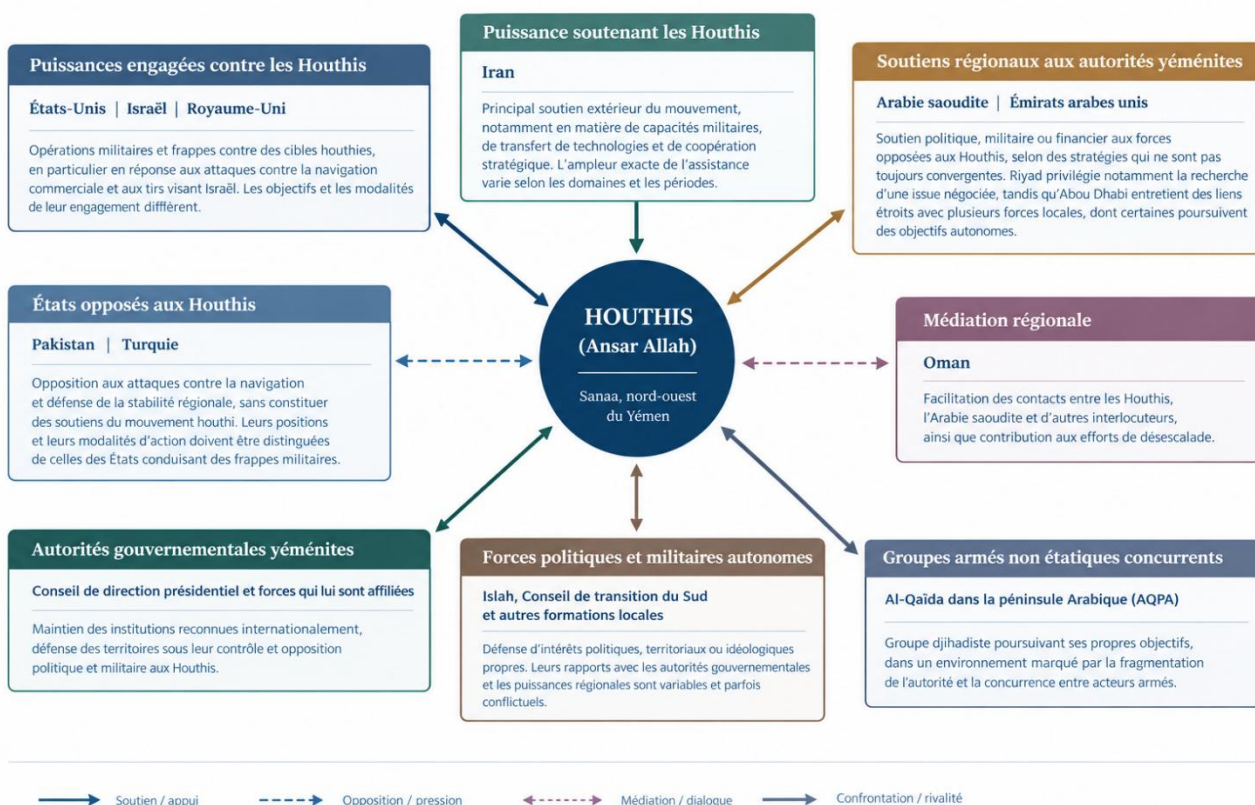
Après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 contre Israël, les Houthis ouvrent un front de soutien aux Palestiniens de Gaza. Trois jours plus tard, Abdel-Malek al-Houthi prévient que toute intervention directe des États-Unis aux côtés d'Israël entraînera une riposte. Le 19 octobre, un destroyer des États-Unis intercepte des missiles et des drones lancés du Yémen en direction d'Israël. Le 31 octobre, les Houthis annoncent officiellement leur entrée en guerre contre Israël, avec des tirs vers la ville d'Eilat.

Les Houthis font progressivement du harcèlement maritime leur principal levier. Le 19 novembre 2023, ils s'emparent, par hélicoptère, du navire *Galaxy Leader*, lié à un homme d'affaires d'Israël. Les navires en lien avec l'État hébreu sont ciblés de façon systématique. Les grandes compagnies contournent l'Afrique, au détriment du canal de Suez. Les États-Unis annoncent en décembre 2023 la coalition *Prosperity Guardian* et frappent avec le Royaume-Uni des positions des Houthis à partir de janvier 2024.

Chronologie de la guerre du 7 octobre 2023 au 5 octobre 2026

Date	Événement
7 oct. 2023	Attaque du Hamas contre Israël.
19 nov. 2023	Saisie du <i>Galaxy Leader</i> et début de la campagne en mer Rouge.
Déc. 2023	Annonce de la coalition navale <i>Prosperity Guardian</i> .
Janv. 2024	Premières frappes des États-Unis et du Royaume-Uni contre des positions des Houthis.
15 mars-6 mai 2025	Campagne de frappes des États-Unis (<i>Rough Rider</i>), puis cessez-le-feu entre Washington et les Houthis annoncé le 6 mai, avec une médiation d'Oman. Il ne concerne pas Israël.
28 août 2025	Une frappe d'Israël à Sanaa tue le Premier ministre du gouvernement des Houthis, Ahmed al-Rahawi, et plusieurs ministres.
Oct. 2025	Cessez-le-feu à Gaza, qui entraîne une pause des attaques.
28 fév. 2026	Début de la guerre qui oppose l'Iran aux États-Unis et à Israël.
28 mars 2026	Les Houthis reprennent leurs tirs de missiles vers Israël et rejoignent la guerre.
Juin 2026	Mémorandum d'Islamabad entre les États-Unis et l'Iran.
20 juil. 2026	Les Houthis déclarent un blocus des ports et des navires de l'Arabie saoudite.
7 août 2026	Pacte de défense de La Mecque entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie.
3 sept. 2026	Offensive générale des Houthis sur la côte de la mer Rouge.
10-11 sept. 2026	Prise de Mokha, de Dhubab et de l'île de Perim revendiquée par les Houthis.
5 oct. 2026	Contre-offensive du gouvernement avec 100 avions de la coalition. Le gouvernement revendique Mokha, Dhubab et Bab el-Mandeb. Les Houthis démentent. Frappes des Houthis sur des aéroports en Arabie saoudite.

Les fronts et les acteurs de la guerre du Yémen



© Institut d'études de géopolitique appliquée, 15 octobre 2026.

Avertissement : Les catégories retenues distinguent les acteurs en fonction de leur rôle dans le conflit. Elles ne supposent ni l'existence d'alliances homogènes ni une participation directe de tous les États aux opérations militaires. Les États-Unis, Israël et le Royaume-Uni conduisent ou ont conduit des opérations militaires contre les Houthis, selon des objectifs et des modalités qui leur sont propres. Le Pakistan et la Turquie s'opposent aux attaques contre la navigation et aux actions déstabilisatrices des Houthis, sans être assimilés pour autant aux puissances engagées dans les frappes. L'Iran constitue le principal soutien extérieur des Houthis, notamment dans les domaines militaire et technologique. À l'inverse, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis soutiennent des forces opposées au mouvement, mais leurs stratégies ne sont pas systématiquement convergentes. Oman joue un rôle distinct de médiation et de facilitation du dialogue. **Ces différences justifient de parler de soutiens régionaux et d'acteurs de la médiation, plutôt que de parrains régionaux.** Les autorités gouvernementales yéménites reconnues internationalement, les forces politiques et militaires autonomes et les groupes armés djihadistes constituent des catégories distinctes. Leurs intérêts et leurs relations réciproques sont variables. Le Conseil de transition du Sud doit notamment être appréhendé au regard des événements de janvier 2026 : son annonce de dissolution ne permet pas de considérer que les réseaux politiques, militaires et autonomistes qui lui étaient associés ont nécessairement disparu. Enfin, les flèches représentent des relations de soutien, d'opposition, de confrontation ou de médiation mais ne traduisent ni une chaîne de commandement ni une équivalence entre les formes d'engagement. Les situations indiquées correspondent à l'état du conflit en octobre 2026 et doivent être distinguées des relations historiques ou des engagements suspendus.

La bataille de la côte

L'offensive de septembre 2026 est le plus important bouleversement militaire de la guerre depuis l'entrée des Houthis à Sanaa. Lancée le 3 septembre, elle leur permet de prendre la ville portuaire de Mokha, plusieurs îles de la mer Rouge, la zone de Dhubab, dernier port de la côte tenu par le gouvernement, puis l'île de Perim. Ils contrôlent alors la rive yéménite de Bab el-

Mandeb. Leur communiqué affirme que la navigation reste sûre pour toutes les compagnies, à l'exception de celles de l'Arabie saoudite.

Le 5 octobre, les forces du gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale, appuyées par une coalition menée par l'Arabie saoudite, lancent une contre-offensive baptisée « Aube du Yémen » (*Yemen Dawn*), destinée à reprendre les positions conquises par les Houthis sur la côte de la mer Rouge et aux abords du détroit de Bab el-Mandeb. L'opération bénéficie d'un important soutien aérien saoudien, mobilisant une centaine d'aéronefs selon les annonces de la coalition. Les forces gouvernementales revendiquent la reprise de Dhubab et de plusieurs positions stratégiques autour du détroit, ainsi que de Mokha. Les Houthis contestent la perte de certaines positions. En riposte, le mouvement revendique des frappes de missiles et de drones contre plusieurs sites en Arabie saoudite, dont l'aéroport international King Khalid de Riyad, des installations pétrolières et des infrastructures militaires. Les attaques contre le territoire saoudien, dont certaines ont provoqué des victimes et d'importantes perturbations, élargissent le théâtre des opérations au-delà du Yémen. La bataille pour le contrôle du littoral et des accès à Bab el-Mandeb se double ainsi d'une confrontation directe avec Riyad.

Front de la côte de la mer Rouge, du nord au sud (début octobre 2026)



© Institut d'études de géopolitique appliquée, 15 octobre 2026.

Les effets sur le commerce mondial

Le trafic par le détroit avait déjà baissé d'environ 60 % depuis la fin de 2023. Depuis l'offensive de septembre, il aurait chuté de jusqu'à 90 % selon des estimations du Fonds monétaire international. Les compagnies contournent l'Afrique, ce qui augmente les coûts de transport, perturbe les chaînes d'approvisionnement et pèse sur les prix de l'énergie et de certains produits alimentaires.

Ormuz et Bab el-Mandeb : deux verrous et une crise

Depuis la guerre de 2026, l'Iran dispose d'un levier sur le détroit d'Ormuz. Le contrôle de Bab el-Mandeb par les Houthis ajoute un second verrou et renforce la capacité de Téhéran et de ses alliés à faire monter les prix de l'énergie pour peser sur les États-Unis. L'attaque contre l'Arabie saoudite vise aussi un grand exportateur de pétrole qui contourne en partie Ormuz par la mer Rouge.

Enjeux et scénarios

Une situation humanitaire extrême

Le Yémen connaît l'une des plus graves crises humanitaires du monde.

Indicateur	Estimation avancée
Personnes ayant un besoin urgent d'assistance	22 millions, environ la moitié de la population.
Personnes déplacées à l'intérieur du pays	5,2 millions après dix ans de conflit, auxquelles s'ajouteraient environ 130 000 nouveaux déplacés en trois semaines à la suite de l'offensive de septembre.
Faim aiguë	18,3 millions de personnes.
Malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans	Plus de 2,2 millions.

Quatre scénarios pour les prochains mois

Scénario	Conditions	Conséquences
Reprise de la côte par la coalition	Succès de la contre-offensive, soutien aérien de l'Arabie saoudite et appui du Pakistan et de la Turquie.	Réouverture progressive du détroit, mais risque de représailles contre l'Arabie saoudite.
Consolidation des Houthis	Échec ou enlisement de la contre-offensive.	Pression durable sur le trafic maritime, levier renforcé sur Riyad et sur les marchés de l'énergie.
Guerre d'usure fragmentée	Contrôle disputé des localités côtières, frappes croisées.	Insécurité permanente, aggravation de la crise humanitaire.
Négociation globale	Évolution du dossier de l'Iran, nouveau Mémoire d'Entente, médiation d'Oman.	Désescalade conditionnelle, mais fragile et dépendante du dossier régional.

Avertissement : L'Institut d'études de géopolitique appliquée ne prétend pas élaborer une hiérarchie entre ces différents scénarios.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org